

ÉTUDE PARCHEMINS

La régularisation des sans-papiers à Genève améliore les conditions de vie et la santé des migrant-es malgré une situation encore fragile

CHERCHEUR-ES

Pr Yves JACKSON, UNIGE & HUG
Pre Claudine BURTON-JEANGROS, UNIGE
M. Julien FAKHOURY, UNIGE
Mme Liala CONSOLI, UNIGE
M. Jan-Erik REFLE, UNIGE
Mme Aline DUVOISIN, UNIGE

La régularisation des personnes sans-papiers est favorable pour l'intégration sociale et familiale, en particulier pour les hommes. Les personnes régularisées ont retrouvé leur liberté de mouvement, et bénéficient de meilleures conditions de travail, de logement et de santé, ainsi que d'une meilleure situation financière. Pour autant, leurs conditions de vie demeurent fragiles et l'accès aux prestations sociales reste difficile.

Quelques recommandations des scientifiques pour les pouvoirs publics :

► **Intégration**

Accélérer le processus administratif de régularisation et faciliter le renouvellement d'un permis de séjour d'une durée de deux ans. Suspendre la demande d'aide sociale comme critère de refus de renouvellement du permis en situation de crise économique ou sanitaire.

► **Logement**

Lutter contre les loyers et conditions de logement abusives (marchands de sommeil) et faciliter l'accès aux aides financières au logement comme mesure de réduction de la pauvreté.

► **Budget**

Assurer le respect du salaire minimum et offrir du soutien dans la gestion administrative et budgétaire.

► **Emploi**

Encourager l'entrepreneuriat et renforcer la surveillance du respect des conditions d'emploi par les employeurs, surtout dans l'économie domestique. Encourager et faciliter la formation professionnelle y compris en cours d'emploi. Valoriser la reconnaissance des acquis professionnels et des formations antérieures.

► **Santé**

Réduire le renoncement aux soins en facilitant l'accès au subside cantonal de l'assurance-maladie y compris pour les personnes assurées sans-papiers. Renforcer les programmes de promotion de la santé, notamment en matière de santé mentale. Réduire l'exposition aux risques de santé en milieu professionnel.



Bien que leurs profils et leurs origines varient, la majorité des migrant-es sans-papiers installé-es à Genève ont les mêmes motivations: **sortir de la pauvreté et assurer l'avenir de leurs enfants**. Cette population contribue de façon importante à l'économie genevoise et à la cohésion sociale, mais sans être officiellement reconnue.

Obtenir un permis de séjour est une opportunité pour ces personnes de stabiliser leur situation en matière de logement et **avoir enfin un «chez soi»** (au début de l'étude, 70% d'entre-elles et eux sous-louaient leur logement). Par ailleurs, cela permet aux migrant-es de voyager et **revoir leurs proches**, parfois leurs propres enfants, après de nombreuses années.

Le revenu moyen des migrant-es en voie de régularisation est d'environ 35'000 CHF/an, souvent cumulé sur plusieurs emplois. Ce montant est plus élevé que celui des personnes sans-papiers, mais bien en-dessous de la moyenne genevoise (env. 80'000 CHF/an). Outre un meilleur salaire, **la régularisation favorise également les emplois déclarés** ainsi que l'affiliation à Chèques-Service. Pour autant, les personnes régularisées doivent faire face à de **nouvelles charges**, telles que l'assurance-maladie ou les impôts.

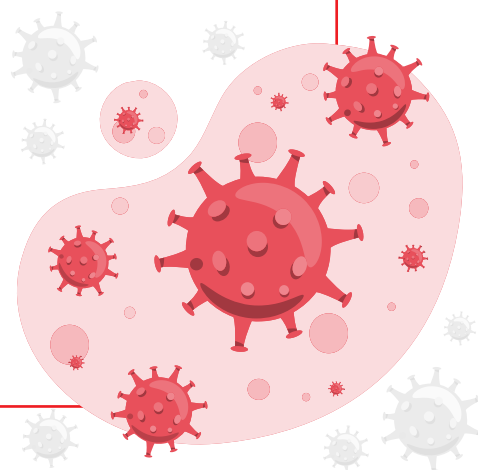
L'amélioration de la situation sociale, économique et liée au logement des personnes en voie de régularisation a un **impact positif sur leur santé, notamment psychologique**. Malgré cela, les participant-es sont encore confronté-es à de fréquents risques pour la santé au travail et de nombreuses personnes **renoncent à certains soins médicaux en raison de leur coût**.

L'Étude Parchemins s'inscrit dans la continuité de **l'Opération Papyrus** qui a permis la régularisation de certain-es migrant-es vivant dans le canton de Genève. 450 personnes ont participé à l'étude, qui vise à comparer l'état de santé des personnes régularisées à celui du reste de la population, avant et après l'obtention d'un permis.

www.centre-lives.ch/parchemins

LES DÉSAVANTAGES CUMULATIFS DU COVID-19 SUR UNE POPULATION DÉJÀ PRÉCAIRE

Avec le COVID-19 et le confinement, le taux d'emploi des personnes en voie de régularisation et sans-papiers a fortement diminué. Ce changement brusque a augmenté le risque de perdre son logement, forcé à réduire les dépenses pour les autres besoins (alimentation, soins médicaux, etc.) et dégradé la santé physique et mentale des participant-es. De nombreuses personnes ont dû s'endetter pour faire face aux dépenses courantes et par crainte que la demande d'aide sociale n'entrave le renouvellement de leur permis.



RÉFÉRENCES

Yves Jackson, Claudine Burton-Jeangros et al. (2022)

Vivre et travailler sans statut légal à Genève: premiers constats de l'étude Parchemins. Genève, Université de Genève (Sociograph – Sociological Research Studies, 57 a)

Liala Consoli, Claudine Burton-Jeangros et Yves Jackson (2022)

Quand la conception des possibles s'élargit: aspirations et futurs imaginés des sans-papiers candidat-es à la régularisation, Swiss Journal of Sociology, 48(2), pp. 353-376.

Julien Fakhoury, Claudine Burton-Jeangros, Liala Consoli, Aline Duvoisin, Yves Jackson (2022)

Association between residence status regularization and access to healthcare for undocumented migrants in Switzerland: A panel study, Frontiers in Public Health, 10.

Claudine Burton-Jeangros, Aline Duvoisin, Liala Consoli, Julien Fakhoury, Yves Jackson (2021)

The well-being of newly regularized migrant workers: Determinants of their satisfaction with life as compared to undocumented migrant workers and regular local residents, Comparative Migration Studies, 9, 42.

Claudine Burton-Jeangros, Aline Duvoisin, Sarah Lachat, Liala Consoli, Julien Fakhoury, Yves Jackson (2020)

The impact of the Covid-19 pandemic and the lockdown on the health and living conditions of undocumented migrants and migrants undergoing legal status regularization, Frontiers in Public Health, 8.